



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU JURA

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté*

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Service Prévention des Risques

SOCIETE VERNIJURA

10 Z.I

39600 ARBOIS

Département Risques Chroniques et Sous-Sol

**Arrêté de Mise en Demeure
N° AP-2013- 07- DREAL**

**LE PRÉFET,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu

- ◆ le Code de l'Environnement, notamment les titres Ier et II du Livre V ;
- ◆ le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (Reach), instituant une Agence européenne des Produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/ce et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CEE et 2000/21/CEE de la Commission, notamment son article 31 et son annexe II ;
- ◆ le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (« Règlement CLP »), modifiant les directives 67/548/ CEE et 1999/45/CE et le règlement (CE) n° 1907/2006 ;
- ◆ le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 février 2013 ;

La société VERNIJURA entendue ;

CONSIDÉRANT :

- ➔ que lors de la visite d'inspection du 7 novembre 2012, l'inspection des installations classées a constaté que la société VERNIJURA :
 - n'élabore pas de fiches de données de sécurité conformes à l'alinéa 1 de l'article 31 du règlement REACH (CE) n° 1907/2006 susvisé ;
 - ne fournit pas à ses clients de fiches de données de sécurité (y compris leurs annexes) établies et mises à jour conformément aux alinéas 8 et 9 de l'article 31 du règlement n° 1907/2006 susvisé aux destinataires des substances et/ou mélange réalisés sur site ;
- ➔ que ces manquements sont de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L.521-1 du Code de l'Environnement, à savoir la santé humaine et l'environnement ;
- ➔ que devant cette situation, en application de l'article L.521-17 du Code de l'Environnement, il y a lieu de s'assurer que la société VERNIJURA satisfait aux exigences des dispositions réglementaires susvisées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du département du Jura ;

ARRÊTE,

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ARRETE

La société VERNIJURA est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'ensemble des dispositions mentionnées à l'article 31 du règlement n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 susvisé.

A cet effet, l'exploitant élaborera les fiches de données de sécurité relatives à ses propres produits conformément à l'alinéa 1 de l'article 31 du règlement N° 1907/2006 susvisé et mettra en place les moyens nécessaires à la transmission de ces fiches de données de sécurité à ses clients, conformément aux alinéas 8 et 9 de l'article 31 susmentionné.

ARTICLE 2 – NON RESPECT DES PRESCRIPTIONS

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues notamment à l'article L.521-18 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 – DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 – INFORMATIONS DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie d'ARBOIS et pourra y être consultée,
- un extrait de cet arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie,
- ce même extrait devra être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

ARTICLE 5

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Jura, M. le Maire d'ARBOIS ainsi que M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté à BESANCON,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté – Unité territoriale du Jura à LONS LE SAUNIER,
- La Société VERNIJURA.

Fait à LONS LE SAUNIER, le 20 FEV. 2013

Pour le Préfet de la Région Franche-Comté
Le Secrétaire Général

Antoine POUSSIER



La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative conformément aux dispositions de l'article L.521-20 du Code de l'Environnement.